

Au Journal officiel du 3 au 9 février 2018

Au Journal officiel du 3 au 9 février 2018

12/02/2018

Au Journal officiel du 3 au 9 février 2018

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 3 février 2018 :

- Décret n° 2018-60 du 1er février 2018 **modifiant l'article R.* 154-1 du Livre des procédures fiscales.** – *Modification du Livre des procédures fiscales ;*
- Décret n° 2018-61 du 1er février 2018 portant **modification du décret n° 2007-687 du 4 mai 2007 pris en application de l'article 28 de la loi organique n° 2001-692 modifiée du 1er août 2001 relative aux lois de finances et en ce qui concerne la période complémentaire à l'année civile.** – *Modification du décret n° 2007-687 du 4 mai 2007 ;*

À signaler également au titre de ce JO :

- **Décision nos 412210 et 412256 du 29 janvier 2018 du Conseil d'État statuant au contentieux** :A. 3 mai 2017 [caractéristiques générales et les règles de fonctionnement des établissements présentant au public des spécimens vivants de cétacés].

Au JO du 4 février 2018 :

- Décret n° 2018-62 du 2 février 2018 **portant application de l'article L. 611-33 du Code minier.** – *Modification de plusieurs textes non codifiés ;*
- Décret n° 2018-65 du 2 février 2018 relatif aux **taux des cotisations d'assurance maladie de divers régimes spéciaux de sécurité sociale.** – *Modification du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 et du décret n° 2008-338 du 14 avril 2008 ;*
- Arrêté du 23 janvier 2018 **modifiant l'arrêté du 9 mai 2014 autorisant le traitement dénommé « plate-forme de signalement IGPN ».** – *Modification de l'arrêté du 9 mai 2014 . – Voir également CNIL, délibération n° 2018-007 du 18 janvier 2018.*

Au JO du 7 février 2018 :

- Décret n° 2018-68 du 6 février 2018 **fixant le seuil prévu à l'article L. 842-8 du Code de la sécurité sociale pour le calcul dérogatoire de la prime d'activité.** – *Modification du Code de la sécurité sociale.*

Au JO du 8 février 2018 :

- Arrêté du 30 janvier 2018 **modifiant l'arrêté du 1er septembre 2016 portant création par la direction générale des finances publiques d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé Module applicatif d'interrogation de données.** –

Modification de l'arrêté du 1er septembre 2016 . – Voir également CNIL, délibération n° 2017-297 du 30 novembre 2017.

Au JO du 9 février 2018 :

- Ordonnance n° 2018-74 du 8 février 2018 portant **diverses mesures institutionnelles relatives à la Ville de Paris**. – *Modification du Code général des collectivités territoriales, du Code du patrimoine, du Code des transports, du Code de l'action sociale et des familles et de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984. – Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2019 (cf. art. 8) ;*
- Ordonnance n° 2018-75 du 8 février 2018 **complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la Ville de Paris**. – *Modification du Code général des impôts, du Livre des procédures financières, du Code de l'urbanisme, du Code général des collectivités territoriales et de plusieurs textes non codifiés. – Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 18).*

La Rédaction législation

© LexisNexis SA